



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe Territoriale

Arrêté du 16 FEV. 2024 imposant à la SAS BIOSTEAM des prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire pour son site situé à GONFREVILLE-L'ORCHER

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'Environnement et notamment ses articles L.512-20, R.512-69 et R.512-70 ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 24 novembre 2020 autorisant et réglementant les activités exercées par la société BIOSYNERGY sur la commune de GONFREVILLE-L'ORCHER ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2023 autorisant le transfert d'une autorisation d'exploiter au bénéfice de la SAS BIOSTEAM ;

CONSIDÉRANT -

que la SAS BIOSTEAM exploite dans son site de GONFREVILLE-L'ORCHER une centrale de production de vapeur à partir de la coïncinération de biomasse et de combustibles solides de récupération ;

qu'un départ de feu couvant s'est produit dans la fosse de stockage des combustibles le 16 février 2024 ;

que la stratégie adoptée pour lutter contre le sinistre consiste à vider progressivement la fosse tout en continuant à alimenter la chaudière ;

que la durée de cette opération est évaluée à environ 4 jours ;

le risque d'un embrasement lorsque l'air frais atteindra les matières incandescentes ;

que l'opération de vidange doit être surveillée et que des moyens doivent être prépositionnés et mis en œuvre en cas d'incendie ;

qu'il y a lieu de faire application de l'article L.512-20 du code de l'environnement ;

que l'urgence à agir justifie de ne pas recueillir l'avis du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La SAS BIOSTEAM, appelée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé route des Entreprises à GONFREVILLE-L'ORCHER, est tenue de respecter les prescriptions définies ci-après pour son site situé à la même adresse, dans les délais indiqués à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Périmètre de sécurité et surveillance

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre toutes les opérations nécessaires pour maîtriser et circonscrire les phénomènes dangereux susceptibles de se produire, suite à notamment une éventuelle propagation de l'échauffement.

À ce titre, l'exploitant :

- définit et met en œuvre un périmètre de sécurité autour des installations impliquées. Les conditions d'intervention dans le périmètre de sécurité sont préalablement définies (moyens individuels de détection du monoxyde de carbone, par exemple),
- prépositionne, en lien avec le service d'incendie et de secours, des moyens d'extinction répondant aux objectifs mentionnés ci-dessus,
- réalise une surveillance permanente des installations impliquées dans l'événement, par un personnel en nombre suffisant et au moyen d'une imagerie thermique, de détecteurs de monoxyde de carbone et tout moyen jugé adapté au phénomène à surveiller.

Article 3 : Vidange

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant :

- procède à l'opération de vidange de la fosse de stockage, selon un protocole préalablement défini comportant l'incinération des matières dans l'installation. Le protocole est établi en tenant compte du risque d'échauffement ou de départ de feu dans les fosses de stockage et de réception ;
- avertit le Service Départemental d'Incendie et de Secours, ainsi que l'inspection des installations classées de toute modification de ce protocole (telle qu'une évacuation par voie routière) ;
- procède, en tant que de besoin, au curage et au nettoyage des installations éventuellement endommagées par le sinistre (voiries, plateformes, réseaux d'eaux, rétentions...)
- procède, en tant que de besoin au nettoyage à l'extérieur du site d'éventuels rejets issus de ces opérations. Ces opérations sont réalisées en coordination et avec l'accord des gestionnaires des voiries concernées (Conseil départemental, Le Havre Seine Métropole, Haropa Port,...).

Article 4 : Gestion des éventuelles eaux d'extinction incendie

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de vérifier l'efficacité des dispositifs permettant d'obturer le rejet d'eaux pluviales ou industrielles dans le milieu naturel. Dès que les opérations de vidange prévues à l'article 3 ci-avant sont mises en œuvre, il isole ses réseaux d'eaux industrielles et pluviales du milieu récepteur. Le rejet au milieu naturel ne peut reprendre que lorsque les mesures prises par l'exploitant permettent de respecter les normes de rejets définies dans l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020 susvisé.

Article 5 : Élimination des déchets liés au sinistre

Les déchets produits par le sinistre sont évacués vers une installation autorisée à recevoir lesdits déchets.

Dans tous les cas, l'exploitant assure la traçabilité de ces opérations et justifie de l'élimination de ces déchets. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur site.

Article 6 : Remise du rapport d'incident

Un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées suivant les modalités fixées ci-dessous. Il vise à préciser, notamment, les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire.

Il est composé au minimum de deux volets :

- Un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, et le plan d'actions court-terme.
- Un rapport final est remis au plus tard dans les 3 mois suivant l'incident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et la modélisation de cette analyse (arbre des causes,...) ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

Le rapport d'incident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Article 7 : Remise en service

La remise en service de la fosse siège de l'échauffement est subordonnée à :

- sa vidange complète ;
- la démonstration de la mise en œuvre de moyens matériels et humains adaptés et suffisants pour exploiter l'installation en toute sécurité ;
- la réparation des installations éventuellement endommagées. La fosse de stockage fera spécifiquement l'objet d'un examen approfondi par un personnel compétent en la matière, permettant de garantir l'intégrité de sa structure ;
- si nécessaire, la mise à jour du Plan d'Opération Interne (POI) au regard du retour d'expérience de cet incident.

Article 8 : Recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du Code de justice administrative).

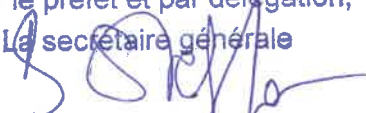
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 9 : Exécution - Notification

Le présent arrêté est notifié à la SAS BIOSTEAM.

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement du Havre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de Gonfreville-L'Orcher, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rouen, le **16 FEV. 2024**

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale

Béatrice STEFFAN

